4e Année. - Numéro 193

Mardi 12 Juillet 1898

LE NUMERO 5 CENTIMES

L'Egalité

Journal Socialiste Quotidien

DE ROUBAIX-TOURCOING

LE NUMERO 5 CENTIMES

BUREAUX
93, Grande-Rue, 93
ROUBAIX

BUREAUX
2, Rue de la Cloche, 2
TOURCOING

LA POLITIQUE

Les Élections départementales

Le *Journal Officiel* a publié, samedi, le décret convoquant les électeurs pour le renouvellement par moitié, des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.

C'est donc à une nouvelle bataille que le Parti socialiste est convié et il n'est pas douteux que, partout, il affirme sa volonté de s'emparer de tous les pouvoirs publics qui, d'instruments de compression capitaliste, doivent devenir, entre ses mains, l'outil de la libération sociale.

Sans doute, d'aucuns prétendront que les élections départementales ont une importance bien moindre que les élections législatives, voire communales.

Nous leur concédons volontiers que les attributions des Conseils d'arrondissement sont des plus restreintes, — dérisoires si l'on veut. Mais si, dans l'état actuel de la législation, ces assemblées ne peuvent formuler que des vœux souvent platoniques, hélas! le conseiller d'arrondissement jouit, de par son titre, d'une notoriété qu'il peut mettre au service de son parti.

Au surplus, quand on appartient comme nous à un parti de lutte, à un parti qui s'est donné, comme moyen, de s'emparer de tous les pouvoirs publics, il n'y a ni si petite bataille, ni si maigre conquête qui ne doive nous tenter.

En ce qui concerne le mandat de conseiller général, fort peu de travailleurs en ignorent aujourd'hui l'importance.

L'action exercée dans les assemblées départementales par les représentants socialistes qui sont parvenus à en forcer les portes, témoigne éloquemment de l'utilité, pour le prolétariat, d'avoir le plus possible de délégués au sein d'un Conseil qui, par la force des choses, brisera fatalement et avant peu, les vieux cadres centralisateurs dans lesquels il est encore enfermé.

Mais, déjà, le Conseil Général a des attributions importantes qui méritent d'arrêter l'attention de l'électeur soucieux de ses intérêts.

Rappelons-les brièvement :

— Le Conseil Général est chargé de la répartition de l'impôt. Il vote ou refuse de voter les centimes additionnels et les centimes extraordinaires du département et des communes, ainsi que les emprunts départementaux.

Il est chargé de la révision des listes électorales.

L'ouverture des chemins de grande communication et d'intérêt commun : le classement, la construction et l'entretien des routes ; l'acquisition, l'aliénation, l'amélioration ou l'échange des propriétés départementales sont choses de son ressort.

C'est à lui qu'incombe exclusivement le soin de répartir les bourses, d'en nommer ou d'en révoquer les titulaires.

Il prononce souverainement sur la création, la direction et le mode d'exploitation des chemins de fer d'intérêt local.

Il est le maître de l'important service de l'assistance publique départementale en vertu du droit que lui confère la loi d'augmenter, de diminuer, même de supprimer les crédits que demande le Préfet pour ce service.

Il contrôle les actes administratifs du Préfet ; — en un mot, il est investi, dans le domaine départemental, des mêmes droits financiers que la Chambre des Députés, dans le domaine national...

Voilà, n'est-ce pas, une énumération d'attributions plus que suffisante pour établir irréfutablement l'obligation où se trouve le parti socialiste de ne rien négliger pour déloger ses adversaires capitalistes, — opportunistes, ralliés ou cléricaux, — des positions qu'ils ont conquises dans la plupart des cantons, grâce à la naïveté ou à l'insouciance des travailleurs.

Mais le meilleur des arguments, celui qui nous pousse à engager la bataille chaque fois que s'offre à nous l'occasion de lutter électoralement, c'est cette conscience qui détermine notre attitude politique : à savoir que *l'ouvrier sera l'éternel opprimé tant qu'il n'aura pas pris l'administration de tout.*

Que dès aujourd'hui, donc, tous nos comités et groupes s'organisent ; qu'ils fassent endosser à tous leurs soldats « la tenue de campagne » et, le 31 juillet, nous pourrons nous féliciter, en dénombrant les suffrages que nos candidats auront recueillis et les sièges que nous aurons conquis, d'avoir hâté l'avènement de la République sociale, but de nos légitimes et impatientes aspirations.

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

LA LETTRE DU COLONEL PICQUART

La lettre du colonel Picquart contestant la valeur ou l'authenticité des pièces communiquées à la Chambre par M. Cavaignac, est un nouvel aliment pour les polémiques violentes :

De *La Petite République* sous la signature du citoyen Jaurès :

La lettre de M. Cavaignac et de son ami Rochefort n'aura pas même duré un jour. Aussitôt que le texte du discours de M. Cavaignac a été connu, il n'y a eu qu'un cri : Comment un homme, qui passait pour une intelligence moyenne, a-t-il pu prendre au sérieux les documents ineptes qu'il a cités ? Le faux était si grossier, si imbécile qu'il saultait aux yeux ; et M. Cavaignac pour ne l'avoir pas vu, est vraiment un homme fini. Mais voici maintenant que le gouvernement tout entier est mis au pied du mur. M. Cavaignac prenant sur lui de décider de la valeur et de l'authenticité des pièces, n'a même pas pris la peine de consulter le colonel Picquart qui était chef du bureau des renseignements en 1895 et 1896, au moment où arrivait la pièce frauduleuse.

Jamais un ministre, jamais un Parlement n'étaient tombés si bas dans l'imbécillité. Mais le parti socialiste comprendra-t-il enfin, en son entier, qu'il ne doit pas se laisser aller aux entraînements des bandes chauvines.

Du *Radical* sous la signature de M. Sigismond-Lacroix :

Le colonel Picquart, ancien chef de service des renseignements au ministère de la guerre qui connaît bien le dossier pour l'avoir pratiqué pendant longtemps, pour l'avoir vu former, pour avoir même contribué à le former, offre de prouver que les pièces sur lesquelles les membres du cabinet ont basé leur conviction sont ou fausses ou inapplicables au condamné. Il est, dit-il, en état d'établir ces faits « devant toute juridiction compétente ».

On ne croirait plus à leur bonne foi s'ils ne *profitaient avec empressement* du moyen qui leur est proposé de se faire une opinion raisonnée.

Nous attendons la convocation du colonel Picquart « devant une juridiction compétente ».

De l'*Eclair* :

M. Picquart, on le sait d'ailleurs, n'a foi qu'en un document : celui qu'il a produit.

Mais il joue de malheur, car c'est précisément contre ce document-là que se retourne, à l'unanimité de tous ceux qui l'ont vu, l'accusation de faux.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Les préfets

Parmi les préfets que déplacera ou révoquera le cabinet Brisson, on cite :

Comme définitivement écartés de la vie administrative, MM. Salmon, de la Marne ; Exbrayat, du Gers ; Houzier Joly, de l'Aude, et le préfet du Cantal.

Parmi les préfets devant permuter, M. Lutaud, de la Haute-Garonne qui irait à Nancy, et serait remplacé à Toulouse par M. Viguier, ancien préfet de M. Bourgeois dans la Marne et actuellement dans le Finistère.

M. Chaudey, qui n'a pas été réélu député de la Haute-Saône, serait nommé préfet des Côtes-du-Nord, en remplacement de M. Fosse, devenu directeur du personnel au ministère de l'intérieur.

Les mutations de préfets et de sous-préfets paraissent devoir être nombreuses. Le mouvement, quoique en préparation, ne sera pas publié avant la clôture de la session. Mais il sera promulgué avant les élections aux conseils généraux, qui sont fixées, on le sait, au 31 juillet.

Les graines de betteraves

MM. des Rotours, Basly, Lemire, Ermant, Ferdinand Bougère, Henry Cochin et Lamendin ont déposé une proposition de loi tendant à porter de 30 à 80 fr. le *droit de douane établi sur les graines de betteraves* étrangères à leur entrée en France. Une proposition analogue avait été déposée également dans la précédente Chambre, mais la législature a pris fin avant qu'elle pût être examinée.

Les décentralisateurs

M. de Ramel et quelques-uns de ses collègues ont déposé une proposition tendant à réaliser environ cent cinquante millions d'économies annuelles, par une décentralisation dont ils ont formulé les principales lignes.

L'AFFAIRE DREYFUS

Paris, 10 juillet.

Le *Matin* annonce que Me Demange, défenseur d'Alfred Dreyfus devant le conseil de guerre, se propose d'adresser à son tour au garde des sceaux une requête en annulation de jugement, requête fondée sur la non-communication à la défense des pièces d'accusation lues à la tribune par M. Cavaignac.

Congrès des Travailleurs maritimes

Paris, 10 juillet.

Le sixième Congrès maritime vient de se tenir à Paris, rue de Lancry. Ouvert mardi 5 juillet, il a été clos vendredi 8.

Le fait saillant est que la Fédération des Travailleurs maritimes a été définitivement fondé et que le bureau est composé exclusivement de socialistes : les citoyens capitaine Dupon, de Bordeaux, président ; Brunellière, de Nantes, secrétaire général ; Monteux, de Paris, secrétaire adjoint : Majurel de Marseille trésorier.

Les démocrates chrétiens ont été mis en minorité.

Les délégués ont été reçus par M. Lockroy, ministre de la marine, à qui ils ont présenté les revendications des marins et des pêcheurs.

L'ACTUALITÉ

MICHELET

Michelet républicain. — La genèse d'un livre. — Le catholicisme et l'auteur de l'« Histoire de France » — La bourgeoisie jugée par Michelet. Un précurseur

Nos lecteurs savent que le gouvernement et la Ville de Paris vont célébrer après-demain 13 juillet, le centenaire de la naissance du célèbre historien Michelet.

Voilà un anniversaire que nos bons cléricaux n'accapareront pas pour les besoins de leur propagande. Les fils du peuple, les humbles, sauront fêter un de leurs meilleurs amis, un anticatholique convaincu, un précurseur de la Révolution sociale de demain.

« Michelet, dit M. Jules Simon, a toujours été républicain ; mais il a commencé par une république très modérée, et il fut par une république plus avancée ; je ne lui en fais pas un crime, quoi que j'eusse préféré qu'il se fut modifié en sens inverse ».

Ainsi parlent les habiles gens que de larges sinécures ont engraissés ; ils trouvent que tout est pour le mieux et ils se défient des maigres. Michelet était d'une autre nature.

Né prolétarien, le 21 août 1798, comme une herbe sans soleil entre deux pavés de Paris, il aima d'abord le peuple ; mais mieux il le connut, mieux il l'aima. Et comme il l'a bien connu ! Il a passé en sa compagnie près de 40 ans.

Dans le « brillant matin de juillet 1830, *où le peuple se crut libre*, il s'était mis à l'œuvre. Levé avant le jour, dans sa petite chambre de la rue de l'Ouest, à la Bibliothèque nationale, dans la salle des Archives, il refaisait, revivait l'histoire du peuple de France. Il sabait dans les « Communes » au XIIe siècle, l'éveil de la conscience populaire. Il souffrait avec les Jacques. Il s'enthousiasmait avec Jeanne d'Arc, la pure incarnation de l'âme nationale. Nul cri de douleur des *misérables serfs qui ne trouvait* en lui un écho ! Nul affranchissement qui ne l'exaltât ! Aussi, avec quel bonheur il écrivit l'histoire de la Révolution française, de l'affranchissement politique du peuple !

« Vous êtes donc venu, grand jour, s'écrie-t-il au seuil de cette histoire. J'ai assez vécu pour vous raconter. J'ai tâché de décrit en traits enflammés les victoires du Tiers-Etat, la journée de la Fédération, la destruction de la Bastille, noir symbole d'un régime oppresseur. Il aime les grands hommes de cette période, Danton surtout : il leur rend un juste tribut d'hommages ; mais, remarquons-le bien, il n'en fait pas des héros. Son héros, la comme ailleurs, c'est le peuple, le peuple seul.

« Les autres historiens, dit-il lui-même, écrivent l'histoire autoritaire, que tire d'en haut la lumière, la sagesse..... Moi au contraire, j'ai pris l'histoire en bas, dans les profondes foules, dans les instincts du peuple, et *j'ai montré comment il meut ses marais.* » Ils ont un saint ; je n'en ai pas. » Il voit le peuple bondant son ensemble, et sage. Il constate que les massacres vinrent bien rarement de la foule, mais de quelques chefs ambitieux ou fous. Ces massacres, il ne les approuve pas, mais il les explique.

Il y a eu un 93 du peuple, écrit-il, mais combien de 93 de la noblesse ! La guillotine, simple représaille. Du reste si la foule s'est réjouie dans le sang, c'est qu'elle était ignorante, ses anciens maîtres l'avaient avilie. La foule avilie, l'esclave affranchi, ivre, aimant le sang. Dure leçon, qui peut servir encore à nos classes dirigeantes et possédantes !

Est-ce à dire que Michelet n'ait que des louanges pour la Révolution, qu'il la trouve complète ? Non, et c'est en cela surtout qu'il nous intéresse, qu'il se révèle historien et sociologue pénétrant. « Il a manqué, pour assurer la Révolution française, la révolution religieuse, la *révolution sociale*, où elle eut trouvé son soutien, sa force, sa profondeur. »

Michelet a été toute sa vie l'ennemi de la religion catholique. Sans doute, il l'a jugée bonne au moyen-âge, quand seule, elle était capable de relever l'âme des pauvres serfs. Mais à mesure que l'âme populaire a pris dans le cours des âges conscience d'elle-même, elle lui est apparue oppressive et funeste. Le christianisme, religion étroite, arbitraire, aristocratique, enseignant que les hommes ont été sauvés par un seul homme, doivent *être guidés par un seul homme*, doivent l'obéissance passive à un seul homme ne peut s'accorder selon lui qu'avec le régime absolutiste et de droit divin.

Le dernier roi de droit divin disparaissant, le catholicisme devait disparaître avec lui. La Révolution niait la religion ; pourquoi n'a-t-elle pas montré « que cette négation d'une religion arbitraire, de faveur pour les élus, contient l'affirmation de la justice égale pour tous », qu'il n'y a plus d'église, qu'il *ne peut* plus y en avoir ? Or elle a fermé l'église, mais pour un moment ; elle-même l'a bientôt rouverte.

Si la Révolution a réservé la question vitale de la religion, elle a réservé aussi celle non moins essentielle de la propriété. Non seulement Michelet n'a jamais aimé les bourgeois, qu'il invite quelque part — bien vainement du reste — à faire en faveur des prolétaires le même sacrifice de leurs privilèges, que firent dans la célèbre nuit du 4 août, les membres de la noblesse en faveur du Tiers-Etat ; mais encore il a fort bien vu dès l'origine l'importance capitale des questions économiques dans la vie des peuples.

Il a montré que dès le XIVe siècle, « la Révolution économique rendit possible la Révolution militaire qui par le rude échec de la chevalerie féodale, prépara la révolution politique. » Aussi a-t-il vite remarqué — et un récent travail de M. Eme Champion, « la France d'après les cahiers de 89 » a prouvé la justesse de ses vues — qu'au moment où éclata la Révolution la question politique était plutôt extérieure et secondaire..., la question interne et profonde était la question sociale, « la dispute des pauvres et des riches. »

Là encore, la Révolution n'a pas accompli toute sa tâche ; « elle n'a pas, dit Mchelet, montré que la négation de la propriété privilégié contient l'affirmation tout entière de la propriété non privilégiée, étendue à tous... » Que devait-elle faire ? Elle devait déclarer, répond Michelet, que « le grand acheteur c'est l'Etat, le grand débiteur c'est l'Etat, au moment où il lui faut tout créer, tout organiser, tout nourrir à la fois. »

Au lieu de cela, « elle changea la propriété de main, mais la laissa monopole ; le privilégié renaquit comme usurier, *patriote*, bande noire, agioteur, tripotant dans l'assignat et les biens nationaux. »

Chamnette l'observait déjà en septembre. « De nouveaux seigneurs, non moins cruels, disait-il, s'élèvent sur les ruines de la Féodalité. »

Hélas ! les privilégiés, les nouveaux seigneurs n'ont pas disparu. Leurs prérogatives n'ont fait que s'accroître et leur insolence qui se retranche hypocritement derrière les sacro-saints principes de l'intérêt de la patrie, du droit naturel, de la propriété, de la liberté du travail. La Révolution est à refaire.

C'est à nous que la tâche incombe : Soyons reconnaissants à Michelet de nous l'avoir montrée un des premiers. Saluons en lui le fils d'ouvrier imprimeur lui-même ouvrier imprimeur dans son enfance ; avant d'être l'écolier pauvre et humilié du lycée Charlemage, l'historien chaleureux et éloquent du peuple de France, le vaillant ennemi d'une religion et d'un état social tyranniques, qui a pu dire justement de lui-même :

« J'ai marché droit ; j'ai été au cœur — le jésuitisme religieux, le jésuitisme en politique. — Le faux fut attaqué — le jésuite, le bourgeois ; le vrai fut exposé — le peuple, la Révolution. »

GERMINAL.

GUERRE HISPANO-AMERICAINE

Il y a un point d'arrêt dans les opérations militaires, et diverses explications ont été fournies à ce sujet ; mais s'il faut en croire le président MacKinley, la première phase de la guerre qui comportait la destruction des forces navales espagnoles est terminée et la paix peut être accordée à l'Espagne moyennant certaines conditions relativement douces.

Si l'Espagne s'obstine dans ses résolutions de guerre à outrance, la guerre entrera dans une nouvelle phase et plus tard la paix ne sera accordée que moyennant des conditions qui, cette fois, paraîtront dures.

New-York, *10 juillet.*

Le général Shafter, commandant les troupes américaines, et le général Linares, commandant la place de Santiago, négocient pour la prolongation de la trêve jusqu'à demain, dimanche, à midi.

Si Santiago ne capitulait pas, une bataille serait livrée demain.

Le général Shafter n'acceptera qu'une capitulation sans condition.

Les prisonniers de guerre de la flotte espagnole sont arrivés à Portsmouth (Etats-Unis), à l'arsenal maritime. Le contre-amiral, en retraite, C. Carpenter et le colonel Charles Heywood sont chargés de la surveillance des prisonniers.

Des escadrons de cavalerie sont partis pour la frontière du Mexique pour protéger les Américains contre les partisans de l'Espagne.

Madrid, 10 juillet.

Une dépêche de Santiago annonce que des renforts espagnols sont arrivés.

Une autre dépêche du commandant de la marine à la Havane confirme que le commandant et les officiers de l'*Almirante-Oquendo* sont morts, que le commandant et les officiers de *Infanta-Maria-Teresa* sont blessés.

Cette dépêche ajoute que le croiseur *Reina-Mercédes* a été détruit dans la baie de Santiago pour barrer l'entrée à l'escadre américaine.

Echos & Nouvelles

A L'OFFICIEL

L'*Officiel* d'hier publie un décret portant dissolution du Conseil municipal de Rieux (Nord) — cette assemblée communale étant divisée entre deux fractions opposées et numériquement égales.

Un arrêté porte réduction de péages au port de Dunkerque.

M. Savet est nommé greffier de la justice de paix à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

TOUT A LA RUSSE

On va mettre en circulation, à Paris, une quarantaine de troikas, attelées de trois chevaux.

Pauvres piétons !

DERNIERS SÉNATEURS INAMOVIBLES

La mort de M. Buffet réduit à vingt-deux le nombre des sénateurs inamovibles.

Quinze ont été élus par l'Assemblée nationale : le duc d'Audiffret-Pasquier, MM. Krantz, Dumon, le colonel de Chadois, Luro, Tribert, Hervé de Saisy, Gonin, Scheurer-Kestner, Bérenger, Magnin, Denormandie, Jules Cazot, le général Billot et Wallon.

Sept ont été élus par le Sénat : MM. Chesnelong, Lucien Brun, Albert Tréveneuc, Emile Deschanel, Berthelot, Clamageran et de Marcère.

ABONDANCE DE BIENS...

En huit nuits consécutives, du 11 au 19 juin on a découvert cinq comètes dans les constellations du *Scorpion*, de la *Girafe*, du *Bélier*, du *Capricorne*, de la *Licorne*. Aucune n'est visible à l'œil nu ; ce sont affaires de savants.

DÉCORATIONS IMPÉRIALES

Les décorations de l'empereur d'Allemagne ont une valeur de plus d'un million de marks.

Guillaume II a l'habitude de les emporter dans tous ses voyages, les excursions de chasse exceptées. Le coffret renfermant les étoiles et les croix se trouve sous la surveillance constante d'un employé de la cour, qui accompagne son maître partout, et qui au retour d'un déplacement, enferme le précieux coffret dans le « Trésor », à côté des bijoux de la couronne.

DANGEREUX MÉTIER

Les journaux du Nouveau Monde racontent qu'un singulier accident s'est produit au Guatemala.

Le 26 mai dernier, un ropilote (vautour noir) poursuivant un sanate (merle noir), — deux oiseaux qui abondent dans les campagnes et même dans les villes du centre de l'Amérique, — s'engagea à Guatemala entre deux fils électriques qui servaient à transmettre la force motrice. Il établit ainsi en termes techniques un court circuit, et se mit aussitôt à flamber. Un ingénieur électricien de la Compagnie, M. Oscar Marenholz, sujet allemand, âgé de trente ans, voulant dégager les fils, tira par les pattes le vautour à moitié rôti, et tomba aussitôt foudroyé.

C'est le quatorzième agent de la Compagnie *qui meurt foudroyé depuis un an.*

PREUVE D'IDENTITE

On raconte qu'une cantatrice, très en vogue en Amérique, se présenta, l'autre jour, à un bureau de poste de New-York, pour retirer des lettres. L'employé lui demanda des pièces d'identité. Elle les avait oubliées chez elle.

— Oh ! cela ne fait rien, répondit-elle. Je suis très connue ici ; je suis Mlle M. B...

— C'est le règlement, mademoiselle, lui répliqua poliment l'employé. Toute femme peut dire qu'elle est Mlle B...

— Mais elle ne peut pas le prouver, interrompit avec vivacité la diva, tandis que moi, je le prouve !

Et, joignant la parole au geste, elle commença à chanter la *Traviata* de sa plus belle voix.

Public, receveurs, employés, facteurs et petits télégraphistes se précipitèrent autour de la cantatrice pour mieux l'entendre.

— Cela suffit, lui dit l'employé après l'audition et il lui tendit ses lettres.

***

NOUVELLES A LA MAIN

Deux bons pêcheurs à la ligne, en faction patiente sur les bords de la Deule, échangent leurs impressions. L'un d'eux, originaire des bords de la Manche, manifeste le plus grand mépris pour les eaux lilloises où il est impossible de prendre du poisson.

— Est-ce que cela mord mieux, chez vous ? questionne l'autre.

— J'vous crois ! En été, on est obligé de museler le poisson !

***

Un gendre se plaint à son beau-père des excentricités du caractère de sa femme :

— Pas machante pour deux sous, votre fille. Mais entre nous, je la crois un peu toquée.

L'autre qui n'écoute qu'à demi :

— Vraiment !... De qui ?

A Boulets Rouges

M. Cornély, qui pond quotidiennement l'éditorial du *Figaro*, prétend aujourd'hui dans l'organe officiel du demi-monde, que le « métier de candidat » est relevé par les aspirants députés « appartenant à l'aristocratie industrielle, commerciale et financière, qui acceptent un mandat législatif comme une charge sociale onéreuse ».

Ici, ajoute-t-il, le cas de M. Motte à Roubaix !

***

Ainsi donc, c'est *relever* le « métier de candidat » que de dépenser près de cinq cent mille francs pour son élection ; — que d'abreuver d'insultes, à grands renforts d'affiches, les candidats adversaires ; que de conduire en troupe au scrutin ses malheureux ouvriers !

C'est *relever* le « métier de candidat » que de traiter le suffrage universel comme Carlotta avait coutume de le faire pour les voyageurs fortunés qui lui tombaient sous la main !...

Vraiment, le rasoir en chef du *Figaro* n'est pas dégonté !

***

Mais passons. Aussi bien la naïveté de M. Cornely nous est-elle profitable. Cet homme candide émaille son article d'une imbécillité et de quelques aveux.

Commençons par l'imbécillité :

« ... Caïn qui est sans conteste le premier collectiviste de la terre ! ... »

Seuls l'abbé Cyr, et son copain Le Moine, avaient été jusqu'aujourd'hui capables d'accoucher de pareilles ineries, et M. Cornely s'est sans doute figuré, en écrivant celle que nous avons enchassée plus haut, qu'il s'adressait au public spécial des *Gens de Basse-Normandie* ou de Basse-Bretagne.

Non, mais ce que les sceptiques abonnés du journal de feu Magnard ont dû rire en lisant cette phrase burlesque !

***

Nous en arrivons maintenant aux aveux. Ils nous sont précieux et nous les retiendrons.

1. M. Cornély parle du « métier de candidat », ce qui indique bien que, pour les gens de la bourgeoisie dirigeante, pour M. Motte par exemple, la politique est une profession.

Nous autres socialistes, nous l'avons toujours considérée par contre comme *le moyen d'exercer un apostolat*.

Quelle est, des deux, la conception la plus noble ?

2. M. Cornély écrit : « des aspirants députés appartenant à l'*aristocratie* industrielle, » etc...

Il y a donc une *aristocratie* capitaliste ayant succédé à l'aristocratie du nom ?... que deviennent les affirmations de ces soi-disant républicains, qui prétendent que la vie s'offre à tous sous le même séduisant aspect, et qui partent de là pour dénier à la collectivité le droit d'intervenir dans les rapports économiques *des individus entre eux* ?

Nous ne pouvons — on le voit — que remercier M. Cornély de ses déclarations ingénues.

Louis MARLE.

ÉTUDES SOCIALES

Judaïsme et Socialisme

L'affaire Dreyfus a avivé la haine du juif, elle a jeté le discrédit sur les conseils de guerre, épuré le parti socialiste de la lie boulangiste qui, comme la grande duchesse de Gérolstein, porte le sabre en ostensoir.

L'antisémitisme qui sévit en ce moment a ranimé la question cléricale et a fourni au goupillon et au sabre l'occasion d'assujettir des liens qui depuis longtemps étreignent les masses trop inconscientes de leurs droits.

L'antisémitisme a été un mouvement religieux, mais aujourd'hui il est devenu un mouvement clérical, capitaliste et n'a plus rien de religieux. En effet, les pratiques talmudiques tombent de plus en plus en désuétude.

Si le juif contemporain ne garde son caractère que grâce aux bandelettes et aux bannières dont à certaines dates il s'enlace, nous souhaitons qu'elles tombent, car elles ne conservent dans ce cas que des vestiges de ce qui fut, telles les momies égyptiennes qui ne résistent à l'action du temps que grâce à de pareilles bandelettes, leur seule force de cohésion.

Comme nous l'avons démontré dans notre ouvrage « La République cléricale » le juif a soulevé, dès le moyen âge, les colères du peuple parce que, ne pouvant être possesseur de biens au soleil, il se contentait d'exercer le commerce, souvent l'usure : comme commerçant travaillant pour son compte, comme usurier servant simplement de prête-nom et déguisant ainsi le trafic inavouable des très pieux seigneurs féodaux.

Le christianisme primitif, les pères de l'Eglise et les conciles avaient condamné le prêt à intérêt ; pour rester en bons termes avec les évêques, les nobles se servaient d'intermédiaires juifs sur qui retombaient les malédictions du peuple pressuré.

Les juifs du moyen-âge, nous dit Michelet, *pompaient* l'or d'en bas et le rendaient en haut avec laide grimace.

Et maintenant on voudrait fomenter ces haines ancestrales et, contre la seule finance juive, soulever les populations prédiprésées ; on voudrait de l'antisémitisme faire un dérivatif et canaliser par ce moyen les revendications sociales, *rendre une race responsable des misères* humaines, faire supporter à 80.000 juifs français la responsabilité des maux dont pâtit le prolétariat de France, alors que parmi les ouvriers juifs, il en est qui pâtissent des *crimes* de la société capitaliste.

Est-ce leur faute à ceux-là si l'antisémitisme a été amené, au moins au dire du très chrétien M. Brunetière, par la domination des francs-maçons, des protestants et des juifs ?

Et tout en admettant (ce qui n'est pas du reste) que l'influence juive prédomine, que la France se judaïse, peut-on affirmer que la juiverie jetée par-dessus bord serait un lest suffisant pour relever la société bourgeoise ?

Sans être, loin de là, philosémite, n'éprouvant pas un sentiment qu'eux-mêmes n'ont pas ressenti ceux qui décrétèrent le 27 septembre 1791 l'affranchissement des juifs, nous considérons que, sous la Convention, « les hommes naissent libres et égaux en droit. »

Est-il encore temps de rappeler aux principes de 89 certains antisémites avant qu'ils ne soient gangrénés par l'antisémitisme clérical ?

Nous voyons dans le juif un élément de la plus haute utilité pour diminuer dans la société capitaliste la période de gestation d'une autre société qu'élabore dans ses flancs la bourgeoisie croulante, car, si, selon Richepin, naissent des épines les roses, du capitalat judéo-chrétien, naîtra une société dans laquelle enfin égalité, liberté ne seront pas de vains mots.

Pour atteindre ce but, des flots de sang ont été répandus. L'idée marche : les prolétaires juifs sont gagnés, ils apportent leur concours, imitant en cela d'illustres sémites, les Baruch Spinoza, les Ferdinand de Lassalle, les Karl Marx, les Gaston Crémieux, les Frankel.

Les israélites, écrit Emile de Laveleye, ont été presque partout les initiateurs ou les propagateurs du socialisme. La raison en est celle-ci : le socialisme est une protestation énergique contre l'ordre basé sur l'iniquité et une aspiration vers un régime meilleur où règnerait la justice. Or tel est aussi le fond même du Judaïsme dans Job, dans les prophètes et dans toute l'aspiration messianique d'où est sorti le christianisme.

Renan le montre parfaitement dans l'introduction de l'Ecclesiaste.

Le juif n'est pas résigné comme le chrétien. Pour le chrétien, la pauvreté, l'humilité sont des vertus ; pour le juif ce sont des malheurs dont il faut se défendre.

Les abus, les violences qui trouvent le chrétien calme révoltent le juif ; et c'est ainsi que l'élément israélite est devenu de notre temps, dans tous les pays qui le possèdent, un grand élément de réforme et de progrès. Dans les mouvements révolutionnaires français, l'élément juif a joué un rôle capital.